

POURQUOI POLITIKOS NOUS MET EN COLÈRE

La première édition du festival international du film politique Politikos se tient à Rennes.

Son principe : des films, des débats, des célébrités politiques et médiatiques.

Sa géographie : le prestigieux couvent des Jacobins situé au centre-ville de Rennes, deux cinémas et l'Institut d'études politiques de Rennes.

Son objectif annoncé : réconcilier les citoyens avec les urnes.

Organisé depuis Paris, ce festival a reçu des soutiens financiers conséquents de la Région Bretagne, du département et de Rennes Métropole, sans qu'aucun contact n'ait été pris avec les structures qui travaillent au quotidien sur le territoire pour faire rencontrer des œuvres (d'ici et d'ailleurs) à des publics variés.

« *Le film politique nous invite à réfléchir sur notre sort de citoyen, [...] à affûter ensemble notre conscience politique* » nous dit, sur le site du festival, son président-fondateur Jean-Michel Djian. C'est justement parce que nous avons l'habitude de réfléchir et d'affûter notre conscience politique que nous sommes en colère.

De sa genèse (dans un bureau de France Télévisions) à son financement en passant par sa liste d'invités, des intitulés des débats à sa présentation du lieu qui l'accueille : « à 90 minutes de Paris » (le couvent des Jacobins n'aura jamais aussi bien porté son nom!), tout dans ce festival va à l'encontre de ce que nous défendons.

Nous œuvrons depuis plus de deux décennies en Bretagne pour que se pensent collectivement le cinéma et l'audiovisuel (de sa fabrication à sa diffusion), dans un système le plus équitable et démocratique possible.

Des structures de diffusion maillent l'ensemble du territoire et le nombre de projections organisées à l'année auprès de divers publics est probablement le plus élevé du pays. Ce ne sont pas seulement des noms prestigieux qui permettent à nos concitoyens de réfléchir ensemble au monde d'aujourd'hui et de demain.

Au prétexte que « *c'est la mise en scène du pouvoir qui passionne les Français* » (interview de Jean-Michel Djian, Ouest-France du 19 avril 2018) le thème choisi pour le festival est l'exercice du pouvoir. Réduire le politique à cette dimension nous semble restrictif et dépassé et nous revendiquons une plus noble définition du mot « politique ».

Pour nous, « politique » résonne avec engagement, réflexion, bien commun, transmission, collectif, construction.

Pour nous, le cinéma est politique à tous les stades, de son écriture à sa diffusion, et bien au-delà du sujet qu'il aborde. Un film sur le sport, les coquelicots ou une grand-mère peut être un film politique !

Filmer des hommes d'État peut évidemment être passionnant, mais inviter le public à réfléchir à la notion de pouvoir implique au préalable d'interroger ses propres pratiques et son propre rapport au pouvoir.

Faire un film est politique dans les moyens de production mis en œuvre. D'où vient l'argent, comment il est dépensé : cela est politique, au même titre que la manière dont une entreprise rémunère ses salariés et ses actionnaires.

De même, la manière dont on réunit des fonds pour l'organisation d'un événement culturel est éminemment politique. Quand une structure, parce qu'elle est proche d'une zone de pouvoir, court-circuite tous les principes de demande de financement en place sur un territoire (350 000 € de subventions Région/Département/ Rennes Métropole), et obtient autant de subventions qu'un bon nombre d'associations pour leur travail de toute une année (ou deux, ou dix), c'est un fait politique éminemment important, signifiant et conséquent.

Comment un événement qui a pour objectif de réconcilier les citoyens et les urnes peut-il à ce point participer à ce qu'il prétend dénoncer ?

Nous pensons que ces pratiques contribuent à éloigner encore davantage les gens de la vie politique et de ses enjeux, à alimenter la méfiance voire la défiance vis-à-vis du politique, à creuser le lit de l'abstention et du populisme.

Nous pensons que l'urgence est à renforcer les politiques publiques de la culture et de l'éducation, plutôt qu'à financer des opérations de communication aux dépenses indécentes.